

Contre l'austérité en Europe, luttons pour sortir de l'euro et de l'Union européenne !

vendredi, 5 juillet 2013 / Jacques Nikonoff /

Porte-parole du M'PEP

, / Jean-Claude Danglot /

Ancien sénateur, ex-secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais du PCF.

CONTRE L'AUSTÉRITÉ EN EUROPE, LUTTONS POUR SORTIR DE L'EURO ET DE L'UNION EUROPÉENNE !

Article publié dans *L'Humanité* le 2 juillet 2013.

Par Jacques Nikonoff et Jean-Claude Danglot*

Six membres de la commission économie du PCF ont publié une tribune dans *L'Humanité* du 13 juin 2013 intitulée « *Contre l'austérité en Europe, luttons pour un autre euro !* ». Leur plaidoyer en faveur de la monnaie unique est particulièrement peu convaincant. Les erreurs techniques et politiques sont nombreuses, la clarté de la pensée et de l'expression font défaut.

1.- Sortir de l'euro serait « *rester isolé face aux marchés financiers et à la spéculation déchainée* ». C'est exactement l'inverse. C'est aujourd'hui que nous subissons les marchés financiers et la spéculation. Y mettre un terme nécessite de les démanteler. Pour y parvenir la sortie de l'euro est impérative car la monnaie unique est l'agent propagateur et amplificateur des crises et de la spéculation. L'État ne doit plus passer par les marchés financiers pour assurer sa trésorerie et les investissements publics, mais faire appel à l'épargne nationale ; imposer aux banques et compagnies d'assurance qui auront été nationalisées l'achat obligatoire de quotas de titres d'État à faible taux ; permettre à la Banque de France de faire des avances au Trésor à taux nul ou non-remboursables. Quant au marché des changes, son contrôle et celui des mouvements de capitaux sont des mesures classiques, simples et très efficaces qui stopperont net la spéculation.

2.- Les 6 économistes du PCF contestent « *l'utilisation qui est faite de l'euro* » et considèrent qu'il ne faut pas sortir de la monnaie unique mais « *lutter pour un autre euro* ». Encore une fois, c'est exactement le contraire qu'il convient de faire. Ce n'est pas « *l'utilisation* » qui est faite de l'euro qui doit être contestée, mais l'euro lui-même. Car il est totalement illusoire de convaincre les vingt-six autres pays d'accepter de réviser le traité de Lisbonne à court ou moyen terme pour faire un « *autre* » euro. La crise, c'est maintenant ! C'est tout de suite qu'il faut la juguler, et cette perspective politique est incompatible avec le temps long que demande un changement des cultures politiques dans les différents pays membres de l'Union européenne.

3.- Il ne faudrait pas sortir de l'euro, car cela entraînerait une dévaluation du franc d'environ 25%, qui renchérirait d'autant le coût de nos importations alors que la France connaît déjà un gros déficit de sa balance des paiements (70 milliards d'euros). Cette menace est grossière. En cas d'augmentation des prix de produits importés, beaucoup de consommateurs ne les achèteront plus. Ils rechercheront des produits similaires, mais fabriqués en France à un coût plus faible. Ce sera bénéfique à l'emploi. La sortie de l'euro est la condition nécessaire à la résolution de la crise, mais elle n'est pas suffisante. Il faut aussi :

- Remettre en vigueur l'échelle mobile des salaires et des prix pour les salariés et retraités.
- Baisser la facture pétrolière en diversifiant les approvisionnements auprès du Venezuela auquel la France n'achète pas de pétrole. Comme le fait Cuba, la France pourrait payer avec des aides techniques ou des mises à disposition de personnels. La fiscalité compte pour 75% dans le prix du pétrole. Il faut mettre en place un système pour la réduire quand les prix montent.
- Diminuer les importations car la France importe trop de biens qu'elle pourrait fabriquer elle-même, ou qu'elle fabriquait avant les délocalisations. Il faut produire français, relocaliser et réindustrialiser le pays. Une politique de substitution aux importations est nécessaire, financée par des avances de la Banque de France. Il faudra produire en France des lave-linge, lave-vaisselle, fours à micro-ondes, appareils ménagers, chaussures, textile, meubles, jouets, téléphones portables, téléviseurs...
- Bénéficier momentanément des effets de la baisse du franc de 25% (grâce à la dévaluation) en

augmentant les exportations. Les conséquences seront positives sur l'emploi. Certes, il ne faut pas retomber dans les travers du libre-échange et de la priorité aux exportations. C'est pourquoi la France devra proposer à ses partenaires commerciaux de signer des accords bilatéraux s'inspirant des principes de la charte de La Havane (voir le site du M'PEP).

4.- Il ne faudrait pas sortir de l'euro, car la dette publique, détenue à 60% par des non-résidents, serait renchérie de 25% par la dévaluation. En outre, la dévaluation permettrait à des capitaux étrangers de mettre la main sur certains atouts productifs de la France.

Encore une fois, c'est exactement le contraire qui se produira si la sortie de l'euro s'organise comme nous le préconisons. Pour mettre un terme à la crise, l'annulation de la dette publique est incontournable. Les créanciers remboursés le seront en francs (par création monétaire !). Comme le franc ne sera pas convertible, ces créanciers regarderont ces francs comme une poule regarde un couteau. Ils n'auront qu'une seule solution : acheter des produits français avec les francs qui leur auront été remboursés. Non seulement la dette publique ne connaîtra pas de renchérissement, mais elle sera largement annulée, une partie des 50 milliards d'euros de charge de la dette deviendront disponibles pour financer des politiques sociales et des investissements publics.

Quant au risque d'achat d'actifs productifs français par des capitaux étrangers, il est inexistant dans le schéma que nous proposons. Le franc n'étant pas convertible, le contrôle des changes et des mouvements de capitaux étant en vigueur, aucun investisseur ne pourra se procurer des francs sans autorisation de l'État. Par ailleurs, qui sait que l'Allemagne, en avril 2008, a adopté une loi rendant nécessaire une autorisation pour « *tout investissement supérieur à 25% du capital d'une entreprise dans le domaine des "infrastructures stratégiques" et dès lors que l' "intérêt national" est en jeu* » ? Pourquoi la France n'aurait-elle pas le droit de voter une loi semblable, avec un taux de 1%, et pour toutes les entreprises ?

Prétendre transformer l'Union européenne et l'euro de l'intérieur est un leurre. Pour bâtir un monde meilleur, il faut se libérer des institutions qui servent de piliers à l'ordre néolibéral mondial. Recouvrer sa souveraineté monétaire par des décisions nationales unilatérales est un impératif décisif pour les forces politiques qui souhaitent transformer la société.

Pour une réponse détaillée aux 6 économistes du PCF, suivre le lien : <http://www.m-pep.org/spip.php?article3351>

- *Jacques Nikonoff est porte-parole du Mouvement politique d'émancipation populaire (M'PEP), ancien membre du Collège exécutif du PCF, auteur de Sortons de l'euro, Mille et une nuits, 2011.*
- *Jean-Claude Danglot est ancien sénateur, ex-secrétaire de la fédération du Pas-de-Calais du PCF.*

le 13 Juin 2013

Contre l'austérité en Europe, luttons pour un autre euro !

Tribune, par Par Paul Boccara, Frédéric Boccara, Yves Dimicoli, Denis Durand, Jean-Marc Durand, Catherine Mills, membres de la commission économie du PCF. La colère contre l'austérité monte de partout en Europe, mettant en accusation la faillite morale des dirigeants qui, en alternance, prônent la soumission aux exigences des marchés financiers. Le chômage fait rage, frappant de façon brutale et massive les jeunes.

La souffrance sociale terrible fait grandir des illusions de fausse radicalité. D'un côté, comme l'ont confirmé les Grecs eux-mêmes, le refus est majoritaire de sortir de l'euro. Il ne s'agit pas de rester isolé face aux marchés financiers et à la spéculation déchaînée. Mais, d'un autre côté, gronde la protestation contre l'utilisation qui est faite de l'euro, si favorable à la domination des marchés financiers et des grandes banques. D'où les propositions de certains pour sortir de l'euro.

François Hollande répète que la crise de l'euro est finie. Le diagnostic est aussi erroné et trompeur que la promesse d'une inversion de la courbe du chômage en France fin 2013.

Le reniement de celui qui avait promis, « si (il était) élu président », de « renégocier » le traité Merkozy, de « réorienter la BCE », de s'attaquer à son « ennemi » la finance, et de « défendre la croissance » est d'autant plus nocif que la France, à la fois dominée et dominante dans l'Union européenne, occupe une place charnière pour transformer la zone euro. Il se plie devant les exigences d'Angela Merkel et de la finance allemande, tout en prétendant servir les intérêts français. Face à ces blocages, certains agitent l'idée de sortir de l'euro. Cela reviendrait à fuir devant la lutte décisive pour une autre utilisation de celui-ci et de la BCE

C'est une illusion démagogique et dangereuse, pour cinq grandes raisons.

1 – Le commerce extérieur de la France souffre d'un déficit annuel de 60 à 70 milliards d'euros. Le retour au franc, qui se ferait alors au prix d'une dévaluation de l'ordre de 25 % par rapport à l'euro, entraînerait automatiquement un enchérissement du même ordre du coût de nos importations.

2 – Ce ne serait pas très grave, nous dit-on, parce que, grâce à la dévaluation du franc, nos exportations s'envoleraient. Mais c'est ne pas voir combien la croissance est durablement lente de partout. C'est ne pas comprendre à quel point le surcroît de compétitivité-prix que cela prétendrait donner aux exportations françaises se ferait surtout au détriment de nos partenaires d'Europe du Sud, l'Allemagne voyant au contraire son excédent commercial gonflé par une dévalorisation du travail des Français qui rendra meilleur marché ses importations en provenance de son principal partenaire commercial. Tout cela dans un contexte de spéculation déchaînée. Bref, ce serait là le scénario noir de la surenchère entre dévaluations compétitives et rétorsions protectionnistes qui ferait s'entre-déchirer les pays européens. Ce sont les politiques d'austérité qu'il faut mettre en cause, avec les luttes pour la relance d'une croissance de progrès social que permettraient précisément un autre euro et une autre utilisation de la BCE de façon solidaire.

3 – Notre dette publique a été très internationalisée depuis les années 1980. Aujourd'hui elle est détenue à 60 % par des opérateurs non résidents, banques, sociétés d'assurances, fonds de pension... Le retour au franc dévalué entraînerait automatiquement un enchérissement de 25 % sur les quelque 1 140 milliards d'euros de titres de dette détenus hors de France. Exprimés en francs, les intérêts payés bondiraient, alors même qu'ils absorbent déjà quelque 50 milliards d'euros par an ! Par contre, la dévaluation du franc permettrait à des capitaux étrangers, allemands notamment, de mettre la main à très bon compte sur nombre de nos atouts productifs.

4 – La raison la plus importante, c'est qu'en sortant de l'euro, on déserterait le terrain de la bataille pour un autre euro et pour une construction solidaire de l'Union européenne, au mépris d'une nouvelle croissance fondée sur le développement des peuples et, notamment, sur l'aide aux pays d'Europe du Sud. On passerait à côté d'une opportunité historique pour changer la situation économique et sociale en France, en Europe et dans le monde. Une nouvelle politique solidaire dans l'Union européenne s'appuierait sur la force de la monnaie que peut créer la BCE. Alors que chaque pays européen dispose, isolément, d'un potentiel restreint, la création monétaire en commun, avec l'euro, offre des potentiels bien plus importants, car elle est assise sur la capacité de production de richesses et la créativité de 322 millions de personnes.

Appuyons-nous sur l'échec de la construction actuelle de l'euro non pour régresser par rapport aux besoins de changements et de solidarité entre Européens, mais pour un nouveau type de croissance et de développement.

À partir de la protestation qui enfle dans tous les peuples de l'Union contre l'austérité, le pacte de stabilité et le sabotage des services publics, exigeons que la BCE finance directement un très grand essor des services publics et de leur coopération en Europe. Pour cela, chaque pays émettrait des titres de dette publique rachetés par la BCE. L'argent serait affecté à un fonds social solidaire et écologique de développement des services publics européens, géré démocratiquement, qui le répartirait entre chaque pays proportionnellement à ses besoins.

À partir des luttes pour l'emploi et les salaires, contre le rationnement du crédit pour les PME, exigeons que la BCE cesse de refinancer les crédits accordés aux spéculateurs et aux entreprises qui suppriment des emplois, précarisent ou délocalisent. Exigeons qu'elle refinance les crédits pour les investissements matériels et de recherche des entreprises à des taux d'intérêt d'autant plus abaissés, jusqu'à 0 %, voire en dessous, que ces investissements programmeraient plus d'emplois et de formations correctement rémunérés, plus de progrès écologiques.

5 – Sur le terrain mondial, si l'on supprime l'euro, il ne resterait plus que le dollar comme monnaie de réserve internationale. Son hégémonie en serait confortée. La création monétaire du dollar permet aux États-Unis de financer leur domination économique, culturelle et militaire. Elle leur permet aussi de s'endetter dans leur propre monnaie auprès du reste du monde. La Chine, la Russie, des pays latino-américains veulent s'émanciper de cette domination par la promotion d'une monnaie commune mondiale à partir des droits de tirage spéciaux du FMI, proposition avancée dans les rangs du PCF et dans le programme du Front de gauche « l'Humain d'abord ! ». Mais si l'euro disparaît, comment peser dans une négociation mondiale en alliance avec les pays émergents contre le dominateur commun américain ?

On voit donc qu'une autre utilisation de l'euro peut contribuer, de façon décisive, non seulement à une autre croissance de progrès social dans l'Union européenne, mais à un changement fondamental sur le plan monétaire, économique et social dans le monde.

Paul BOCCARA, Frédéric BOCCARA, Yves DIMICOLI, Denis DURAND, Jean-Marc DURAND, Catherine MILLS